

Déclaration commune au SNES et au SNEP FSU en préalable du CSASD du 26 janvier 2024.



C'est dans un contexte bien morose que nous sommes réunis aujourd'hui pour ce CSASD de préparation de la rentrée 2024. Après le passage éclair de Monsieur Gabriel Attal à la tête de notre ministère, nous étions déjà inquiets sur la doctrine du « choc des savoirs ». Au delà des effets de manche autour du retour de l'uniforme, la multiplication des annonces sur le DNB, le retour du redoublement, les groupes de niveau, etc... : toutes ces annonces sans moyens supplémentaires ne présageaient rien de bon. La nomination de Mme Oudéa-Castéra en janvier et la polémique quasi immédiate sur la question des remplacements et la qualité de l'Ecole publique, ainsi que la mise en place d'un super ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques, nous laisse un goût plus qu'amer ! Alors que notre école a besoin de soutien, de moyens financiers et d'une politique cohérente, nous nous sentons de plus en plus méprisés.

En Haute-Saône, la préparation de rentrée est une nouvelle fois très inquiétante. Les collèges de notre département vont devoir rendre plus de 150h soit plus de 8 ETP, après les 16 ETP supprimés l'année dernière. Une fois de plus les élèves et les collègues vont devoir en subir les conséquences : effectifs par divisions plus chargés en collège comme en SEGPA, compléments de services toujours plus nombreux et suppressions de postes qui vont encore fragiliser les équipes. Les collèges de St Loup-sur-Semouse, de Gray-Delaunay ou de Scey-sur-Saône, avec la perte de deux divisions dans chacun de ces établissements, risquent d'être les plus impactés. Quant à la question des remplacements, le sacro-saint Pacte tant vanté dans la communication ministérielle ne règlera ni les postes qui ne seront pas pourvus à la rentrée, ni les remplacements de moyenne et longue durée qui vont à nouveau se multiplier, faute de TZR en nombre suffisant.

Au lieu de résoudre le problème du recrutement et de profiter de la baisse démographique pour réduire les effectifs, seule mesure apte à réduire les inégalités, le ministère multiplie les mesures peu claires qui entraîneront des difficultés supplémentaires. Nous ne voyons pas comment les groupes de niveau en 6^{ème} et 5^{ème} vont pouvoir se mettre en place sans abonder les DGH. Si nous devons faire vivre ce dispositif à moyen constant, il est à craindre que les groupes allégés pour les élèves en difficulté n'existent que sur le papier...à moins une nouvelle fois d'utiliser la formule magique de « l'autonomie des établissements » en piochant dans la marge horaire. Qui en fera cette fois-ci les frais ? Après la Technologie, seront-ce les groupes de langues, les options, les dédoublements sur les autres niveaux... ? Dans tous les établissements, des questions se posent déjà sur la mise en œuvre concrète de cette mesure : quelle dotation pour les groupes, et au-delà quels moyens humains pour mettre les classes en barrette ? De plus, pour les professeurs de Mathématiques et de Français qui ne verront plus le groupe classe, il sera impossible de prendre la charge de professeur principal... Enfin, que deviennent alors les heures de soutien/approfondissement, dans lesquelles les PE se sont aussi engagés ? Ce dispositif disparaît-il aussi vite qu'il a été créé, sans qu'on en ait fait le bilan ? Et pour les dernières annonces du Président Macron lors de sa conférence de presse : quelles heures sont par exemple données pour le doublement de l'EMC ou la pratique du théâtre ?

Au delà des questions sur la baisse des moyens horaires qui ne permet pas de préparer sereinement la rentrée, nous déplorons pour la deuxième année consécutive que les documents préparatoires pour cette réunion soit réduits à la portion congrue. Rien sur les effectifs par division, document qui nous était encore donné il y a deux ans et qui a été présenté en CDEN. Pas d'explication sur le changement d'IDS pour le collège de Vauvillers. Pas de d'explication non plus sur les moyens alloués aux groupes de niveau. Nous regrettons donc de ne pouvoir travailler plus en transparence dans ce moment primordial : des documents plus complets nous permettraient de mieux appréhender les situations en tension.

Pour toutes ces raisons, le SNES-FSU et le SNEP-FSU, attachés à un service public de qualité, dénoncent une nouvelle fois la dotation allouée pour cette préparation de rentrée car elle ne permet pas d'envisager des conditions d'enseignement à la hauteur des attendus. Ils se font ici les porte-parole des collègues chez qui la colère prend maintenant le pas sur le désenchantement.